
BONHEUR PRIVÉ, CARENCES PUBLIQUES. RETOUR SUR LA FRONDE SOCIALE DE MARS-JUIN 2013 AU BRÉSIL

Yves-André FAURÉ¹

Beaucoup a été dit et écrit, dans le pays et hors du pays, sur les vastes et nombreuses manifestations qui ont secoué le Brésil et qui ont culminé au mois de juin 2013, les plus amples que le pays a connues depuis celles qui avaient exigé des élections immédiates (*Diretas Já*) mettant fin au régime militaire (1964-1985) et celles qui avaient conduit en 1992 à l'*impeachment* du président Collor (*Fora Collor*) pour corruption. Il est, de fait, toujours délicat d'avancer des explications rendant parfaitement intelligibles des événements sociaux aussi explosifs et qui renvoient à une multitude de facteurs qui les ont rendus possibles et à des conditions particulières de surgissement. Aucun effort de compréhension, même celui qui se veut rigoureux, n'est exempt de fragilité ou d'incertitude. Jusqu'à quel point doit-on remonter dans les facteurs contributifs aux manifestations observées, jusqu'à quel stade de la régression faut-il parvenir pour éclairer de manière suffisamment satisfaisante la situation et ses ressorts ?

Pourtant on ne peut se contenter de décrire les événements et leur succession et s'en tenir aux premiers et rapides points de vue qui ont été avancés çà et là. Il est exact que la misère des services publics de base (santé, éducation, transports collectifs, assainissement...), la faiblesse des investissements publics, l'insuffisance quantitative et la piètre qualité des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, les criantes et persistantes

1. Directeur de recherche émérite, Institut de recherche pour le développement (IRD), UMR PRODIG 8586 (université Paris 1, CNRS, IRD, EPHE).

inégalités sociales et spatiales, une corruption endémique qui favorise des enrichissements immédiats et génère des surcoûts considérables, sont au fondement de la défiance des citoyens envers leurs dirigeants. Pour autant les populations se sont toujours plus ou moins accommodées de ces défaillances. Et si elles ont été placées, parmi d'autres revendications, au premier plan des protestations de rue, encore convient-il de s'interroger sur les raisons qui ont favorisé une expression aussi brutale et collective de la révolte à cette phase de l'évolution socio-économique et politique du pays.

DES REVENDICATIONS SOUDAINES ET MASSIVES SANS DÉBOUCHÉ POLITIQUE

Portant à l'origine sur le refus des usagers de voir augmenter les tarifs des transports collectifs urbains et souvent présenté comme amorcé par des étudiants² et des jeunes de São Paulo et de Rio de Janeiro, le mouvement de fronde a en fait débuté le 25 mars à Porto Alegre (État du Rio Grande do Sul) et s'est répété dans cette ville le 27 mars et le 4 avril 2013. Il s'est diffusé par la suite comme une traînée de poudre dans de nombreuses capitales des États fédérés. À partir de la seconde quinzaine de juin les mobilisations de rue vont *decrecendo* : elles s'espacent peu à peu dans le temps et elles rassemblent des foules progressivement moins fournies.

L'étendue géographique considérable de son expression peut, à elle seule, démontrer la profondeur du malaise générateur des protestations. Il n'est pas sans signification que les dénonciations originelles aient porté sur les tarifs de transports collectifs urbains : les déplacements dans les villes brésiliennes sont difficiles et lents, ajoutent à la fatigue du travail quotidien et représentent pour l'utilisateur moyen des coûts qui ne sont pas négligeables³. C'est aussi un secteur, qu'il s'agisse des transports officiels ou alternatifs et informels, marqué par la corruption attachée à l'obtention des autorisations et concessions – quand ce ne sont pas des bandes quasiment mafieuses qui maîtrisent secteurs et réseaux. Mais les protestations se sont rapidement enrichies de nouvelles dénonciations et de nouvelles exigences, signes d'un malaise beaucoup plus général. Les banderoles et calicots brandis partout par les manifestants dénonçaient avec force des maux et des défaillances de la sphère publique que les sondages opérés sur le vif auprès des manifestants et peu après les protestations de rue confirmeront pleinement. Outre la question déjà mentionnée des transports insuffisants et onéreux, ont été prioritairement dénoncés la corruption généralisée dans le pays, dans les milieux politiques mais aussi dans la gestion des entre-

2. Les étudiants qui ont manifesté pour s'opposer à l'augmentation des tarifs de transport se sont organisés, à travers les réseaux sociaux, en mouvement connu sous le sigle MPL (*Movimento do Passe Livre*). Ils ont par la suite tenté d'élargir leurs actions en direction des logements non occupés dans les villes en dénonçant le *latifúndio urbano* alors que de nombreux Brésiliens sont sans toit.

3. Dans les capitales des États fédérés et du District fédéral, les prix du ticket de bus oscillent de 1,5 à 3 Reais au moment où ces lignes sont écrites (avril 2014).

prises publiques et la volonté souterraine des autorités de mettre un frein à son combat, les coûts jugés exorbitants d'organisation de la coupe du monde de football en regard des nombreux besoins des populations⁴, la mauvaise qualité de l'éducation publique et la misère du réseau public de santé, tant du point de vue des équipements de ces secteurs que des salaires de leurs agents. Le coût de la vie qu'une inflation toujours soutenue tend mécaniquement à élever, les difficultés liées au logement, à son prix comme à sa qualité, les carences des réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement ont été dans le même temps dénoncés par les manifestants, au même titre que la question de la sécurité tant la violence et la criminalité croissantes ne paraissent pas susceptibles d'être enrayerées par les pouvoirs publics. La réforme politique a été exigée pour en finir avec une classe politique inefficace, protégée par une impunité largement répandue, confortablement installée dans l'opulence grâce à la générosité des deniers publics, animée par le seul objectif de s'emparer des prébendes et se reproduisant, d'élections en élections, et jugée incapable de s'attaquer aux maux profonds de la société brésilienne⁵. Ainsi aux dénonciations et revendications initiales, nées d'une révolte spontanée et limitées à une cause, celle des transports, se sont agrégées rapidement un ensemble de doléances multisectorielles livrant un panorama général du ressentiment et des frustrations de la population.

Si la colère et les frustrations des Brésiliens se sont exprimées dans les villes, et plutôt dans les grandes agglomérations, c'est que 84% de la population est urbaine⁶, que dans ces lieux se concentrent de puissants handicaps et blocages responsables du mal-vivre quotidien de nombreux habitants et que se présentent aussi les meilleures opportunités d'expression des exaspérations, de rassemblement des citoyens et de coagulation des protestations⁷. En ce sens la mobilisation des réseaux sociaux générés par les équipements individuels de téléphonie mobile, abondamment utilisés dans les villes brésiliennes, a été un puissant facteur de formation et d'amplification des rassemblements protestataires. La brutale répression

4. Les coûts estimés avoisinaient, en juillet 2013, les 10 milliards d'Euros (un peu plus de 29 milliards de Reais) ce qui en ferait la coupe la plus onéreuse de l'histoire. Lorsque le Brésil, en 2007, a été confirmé pour accueillir la coupe du monde le ministre des sports à cette époque, Orlando Silva, proclamait qu'aucun Real ne sortirait des coffres publics pour préparer et organiser cet événement. Par comparaison, le budget fédéral prévisionnel pour 2014 devait consacrer 4% (100 milliards de Reais) à l'éducation et 3,3% (82 milliards) à la santé.

5. On trouvera dans Fauré Y.-A., 2011, « Du jeitinho et d'autres phénomènes connexes dans le Brésil contemporain », in D. C. Bach et M. Gazibo, *L'Etat néopatrimonial : genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, pp. 251-274, un panorama des pratiques de patrimonialisme qui, au-delà de l'apparente légal-rationalité du régime public brésilien, en révèle la nature profonde.

6. IBGE, 2011, *Censo demográfico 2010*, www.ibge.gov.br/população/censo2010.

7. Non que les campagnes brésiliennes ne soient pas, de leur côté, caractérisées par de graves et persistantes carences (pauvreté et misère y sont répandues, scolarisation très souvent défailante, transports précaires, populations soumises aux intérêts et aux pouvoirs des oligarchies locales, etc.).

policière des manifestations a alimenté à son tour l'expression de la colère citoyenne. Il est aussi utile de rappeler que si le pays a été assez rarement dans son histoire en proie à des troubles d'une telle ampleur, les conflits sociaux, les grèves, les blocages de rues et de quartiers, les *sit-in* devant les bâtiments des autorités, aux échelles des États fédérés, des communes (*municípios*) et des institutions fédérales à Brasília, sont monnaie courante. Mais ces événements, qui peuvent s'accompagner de scènes de grande violence, sont en général relativement circonscrits, géographiquement localisés, maintenus dans les frontières de secteurs d'activité déterminés ou de quartiers urbains, ne remettent pas en cause les institutions et la représentation politique dans son ensemble ; bref, ils sont dépourvus d'un potentiel de convergence des mobilisations susceptibles de déboucher sur des crises de grande ampleur.

D'abord déboussolées par le surgissement et l'ampleur du mouvement, les autorités fédérales, après avoir laissé quelques politiciens prendre le risque de critiquer ces formes de protestations et de tenter de les discréditer en soulignant les actes de vandalisme qui les ont parfois accompagnées du fait de groupes minoritaires, ont semblé prendre la mesure des événements en promettant l'écoute et le dialogue⁸. Lors de ses premières prises de parole radiodiffusées et télévisées, fin juin, la présidente Dilma Rousseff, se souvenant sans doute de ses années de lutte armée contre l'ancien régime militaire, s'est résolue à reconnaître, avec une humilité qui contrastait avec la sévérité de jugement des ministres et politiciens composant l'alliance gouvernementale et parlementaire, que le Brésil était en train de vivre un phénomène social nouveau, massif et annonça de premières mesures censées satisfaire partiellement un certain nombre de revendications, comme la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'organisation et le coût de la coupe du monde de football et le renoncement à une réforme annoncée – dite PEC 37 – de la Constitution visant à priver le Ministère public, organe judiciaire indépendant au Brésil, d'un pouvoir d'investigation partagé avec la Police fédérale dépendant elle de l'Exécutif et dont le but était clairement de limiter la lutte contre la corruption. Les gouvernements des États fédérés concernés annulèrent, dans le même temps, les décisions d'augmentation des tarifs de transports collectifs.

De nouvelles tentatives de mobilisation protestataire ont eu lieu au début de 2014 puis à l'approche de la coupe du monde de football qui a donné aux manifestants l'opportunité d'exprimer leur colère et leur exaspération et la chance espérée de peser sur les décisions gouvernementales. Mais ces

8. Aussi désemparé que les autres formations politiques, le Parti des Travailleurs (au pouvoir à l'échelle fédérale depuis 2003 et dans plusieurs États fédérés), sans crainte de risquer le paradoxe, a tenté de récupérer le mouvement en encourageant ses militants à rejoindre les cortèges de protestation, comme l'a fait de son côté l'ex-président Lula exhortant les syndicalistes à défiler dans les rues aux côtés des manifestants. Celles et ceux qui ont suivi ces incitations ont été traités d'opportunistes et refoulés par les différents cortèges.

tentatives ont eu assez peu d'écho et la fierté des Brésiliens d'accueillir un événement planétaire associée à la communion de beaucoup d'entre eux dans le football peuvent expliquer l'affaiblissement des rassemblements contestataires de rue.

Mais les réponses apportées jusqu'ici par les autorités ne sont certainement pas de nature à satisfaire les revendications exprimées avec tant de force et de constance par les manifestants. La proposition de la présidente Dilma Rousseff d'instituer une Assemblée constituante pour organiser la réforme politique puis en soumettre les conclusions à référendum (*plebiscito*) a été immédiatement écartée par les membres du Congrès jaloux de leurs prérogatives en matière constitutionnelle. Quant à la réforme elle-même, elle a été remise à plus tard par les parlementaires. Elle visait notamment à réduire les conditions de réélection aux charges exécutives (gouverneurs, maires), à mettre fin au vote obligatoire, à faciliter la création de partis politiques, à restreindre aux seuls partis dépassant les 5% des suffrages le bénéfice du Fonds de soutien aux partis, à interdire les dons financiers des entreprises aux candidats, etc. Comme de nombreux projets de réforme qui touchent aux institutions politiques et entament les intérêts des partis, on peut augurer que cette proposition sera sans cesse différée aux calendes brésiliennes. Le principal changement d'ordre juridique provoqué par la fronde est dû à une parlementaire fédérale du Parti Socialiste Brésilien (PSB), Luiza Erundina, qui a fait approuver en décembre 2013 par la plénière de la Chambre des députés une proposition d'amendement constitutionnel (PEC 90/11) consistant à inclure le domaine du transport dans la liste des onze droits sociaux reconnus par la charte de 1988. Il restait encore à présenter le texte au Sénat et, si celui-ci devait l'approuver à son tour, l'Exécutif aurait ensuite à arrêter et faire adopter des textes d'application (processus dit de *regulamentação*).

Conscient du risque de troubles pouvant de nouveau survenir à l'occasion de la coupe du monde de football et de l'impact négatif qu'ils auraient sur l'image du pays, les autorités fédérales et les gouverneurs des États fédérés concernés par la compétition prévoyaient d'assurer la sécurité des villes, des stades, des spectateurs et des touristes en mobilisant de considérables forces de l'ordre. Et, de fait, la tranquillité et l'ordre public ont été à peu près maintenus pendant la période festive et sportive.

UNE RÉVOLTE SURGIE DANS UNE PHASE DE CROISSANCE MODESTE MAIS CONTINUE

Si la croissance brésilienne, s'élevant en moyenne à 3,7% par an au cours de la décennie 2000, a été plus régulière et soutenue que dans la décennie 1990 où elle était en moyenne de 2,9% par an, encore doit-on noter qu'elle a été plus faible, lors de la dernière période, que celle de la Russie (5,4%), de l'Inde (8%) et de la Chine (10,8%) pour ne citer que le fameux « club » des pays réunis sous le sigle BRIC auquel les autorités brésiliennes s'enorgueillissent d'appartenir et dans lequel ils établissent maintes comparai-

sons, même si l'hétérogénéité de ce groupe n'est plus à démontrer. En 2011, la croissance brésilienne est redescendue à 2,7% – quand la Russie atteignait 4,3%, l'Inde 6,8% et la Chine 9,2% – et n'a été, en 2012, que de 0,9%, lestée par la chute des investissements (- 4%), de l'agroindustrie (- 2,8%) et de l'industrie (- 0,8%)⁹.

Depuis un peu plus d'une dizaine d'années, favorisées par cette croissance économique, modeste mais réelle et surtout plus régulière que dans les années 1990, par la dynamique de création d'emplois formels et par une meilleure distribution du revenu grâce notamment à des programmes de transferts, les conditions de vie d'une importante partie de la population se sont clairement améliorées. Nombre de familles ont pu échapper à la misère et à la pauvreté et les catégories intermédiaires de la structure sociale brésilienne (désignées officiellement comme étant les classes B, C et D sur un spectre qui en compte cinq de A à E) ont considérablement augmenté leurs effectifs. Certains voient dans cette évolution favorable la marque d'orientations économiques libérales, assise sur le rôle du marché et des entreprises privées et sur les avantages tirés de l'ouverture commerciale externe, dans le prolongement, plus ou moins assumé, des grandes décisions adoptées à la suite du plan Real de 1994 qui a mis fin au régime d'hyperinflation, a permis la stabilisation et l'assainissement des comptes publics.

Et, de fait, la question de savoir si, avec l'arrivée au pouvoir de Lula et du Parti des travailleurs (PT) en 2003, le changement économique l'a emporté sur la continuité fait toujours l'objet de débats. Avec l'abandon des engagements du programme initial du PT du temps où il était dans l'opposition qui revendiquait la rupture avec le néolibéralisme, voire le capitalisme, et avec les institutions qui en étaient présentées comme le support (FMI en tête), un premier ensemble d'observateurs et d'analystes incline à penser que la politique macroéconomique, après 2002, n'a pas fondamentalement dévié des orientations précédentes entamées avec l'adoption en 1994 du Plan Real puis d'un régime de taux de change flexible. Les mesures de stabilisation macroéconomiques subséquentes se fondaient sur trois objectifs majeurs. Le premier consistait à contrôler l'inflation en essayant de la maintenir autour de 4,5% l'an dans la limite de deux points au-dessus ou au-dessous de ce taux. Le deuxième objectif, sous la recommandation du FMI, revenait à dégager un solde primaire positif – soit une situation budgétaire favorable avant paiement du service de la dette – afin de permettre le remboursement et la réduction de la dette publique. Le troisième objectif, porté par la Loi de Responsabilité budgétaire (*Lei de Responsabilidade fiscal*), visait l'assainissement des comptes publics – du gouvernement fédéral mais aussi des États fédérés et des communes dont une partie des dettes échappait à la connaissance des autorités centrales. Ces orientations macroéconomiques, pourtant bruyamment décriées auparavant,

9. UNCTAD, 2012, *Handbook of Statistics*. Accessible : <http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tdstat37>.

non seulement n'ont pas été dénoncées, ni sous les deux présidences Lula, ni sous la présidence de Dilma Rousseff mais encore elles ont fait l'objet d'une attention constante des autorités issues du PT. De même, les privatisations intervenues dans les années 90 n'ont pas été remises en cause mais, de plus, l'appel au secteur privé, national et international, a même connu un regain d'intérêt avec le développement du partenariat public-privé dans les grands projets (Programme d'accélération de la croissance, par exemple) et la multiplication d'importants contrats de concession dans le domaine de la gestion et du renouvellement des grandes infrastructures du pays¹⁰. D'autres auteurs, mettant en avant une série de mesures protectionnistes et des programmes de relance adoptés depuis 2003, insistent sur les changements enregistrés dans le domaine économique entre les deux périodes et vont jusqu'à les ériger en base d'un régime de croissance différent – entendu comme mode d'accumulation et de répartition¹¹. Et, de fait, les autorités brésiliennes, à travers une succession de mesures sectorielles d'aide à des activités en difficulté et l'adoption de programmes de grands travaux, ont montré que leur rôle ne se bornait pas à s'occuper des seuls agrégats macroéconomiques et à laisser le système productif continuer à être conditionné par les seuls mécanismes du marché. Par ces types d'intervention, l'État brésilien a manifesté son retour dans l'économie.

Si le débat demeure ouvert entre ces deux interprétations, on doit convenir que c'est dans le domaine social que se situent les plus grandes ruptures avec les gouvernements précédents. Et, au-delà de la controverse naturelle sur la nature des stratégies et politiques mises en œuvre, on incline à penser que ce sont initialement et principalement des décisions touchant aux institutions – en tant qu'ensemble de règles du jeu – et une série de mesures de politique publique non réductibles aux seuls impacts de la croissance économique mais évidemment favorisées par celle-ci, qui sont à l'origine des améliorations des conditions de vie de larges couches de la population¹².

Il est clair que la fin de l'hyper-inflation qui a directement découlé de l'adoption du Plan Real de 1994 a notablement contribué à l'amélioration de la distribution des revenus. Le salaire minimum (SM) a pratiquement doublé en termes réels entre 1995 et 2012 passant de 313,51 Reais – (aux prix de 2012) à 622 Reais^{13,14}. Autrement dit, le pouvoir d'achat du SM a augmenté pendant la période de près de 100%. Une bonne partie de la po-

10. OCDE, 2013, *Études économiques de l'OCDE. Brésil*, Paris, OCDE, octobre.

11. Salama P., 2010, « Brésil. Bilan économique, succès et limites », in *Problèmes d'Amérique Latine*, vol. 4, n°78.

12. Cette thèse et les divers arguments qui l'étaient sont exposés dans Lustosa M. C. J. et Fauré Y.-A., 2013, « Changements institutionnels et politiques publiques au Brésil. Aux sources de la réduction des inégalités sociales, de la pauvreté et des disparités régionales », *Cahiers du GREThA*, Université de Bordeaux, n°25.

13. Environ 170 dollars US en 1995 et 338 en 2012, sur la base du taux de change du 2 janvier 2012.

14. IBGE, 2012, Sistema Nacional de Índices de Preços ao Consumidor, www.ibge.gov.br/home/estatistica/indicadores/precos/inpc_ipca.

pulation a bénéficié de cette évolution vu que, selon des estimations du gouvernement, 45,5 millions de personnes disposent de revenus indexés sur la valeur de ce SM¹⁵, y compris celles qui perçoivent des allocations (*benefícios*) du Régime Général de Prévoyance sociale (RGPS) composées pour l'essentiel (88%) des pensions de retraite et de réversion auxquelles s'ajoutent les allocations liées à un certain nombre de prestations d'assistance. Ces allocations constituent une importante source de transferts de revenus opérés par le gouvernement fédéral.

En milieu rural, le régime des pensions de retraite, désormais indexées sur le SM, a été assez profondément révisé par des lois adoptées au cours des années 90 dans le sens d'une ouverture des droits et des ressources des travailleurs des campagnes et dont le montant matériel a été rehaussé par la valorisation du salaire réel. D'une part, les actifs relevant de la petite production familiale ont eu accès aux droits et dotations du RGPS, soit à un plancher équivalent à un SM. D'autre part, les femmes se sont vues reconnaître les mêmes droits même si leurs conjoints bénéficiaient d'une pension. Ces mesures ont eu pour effet d'intégrer davantage la population rurale pauvre à l'économie monétaire.

Le programme *Bolsa Família* est un mécanisme de transferts directs de revenus sous condition de fréquentation scolaire et de vaccination des enfants des familles bénéficiaires. Il est né de la fusion de programmes lancés sous le gouvernement F. H. Cardoso : Bourse-Ecole, Allocation-Gaz, Bourse-Alimentation. Leur unification sous la nouvelle et efficace appellation avait déjà commencé avant la présidence Lula mais c'est celui-ci qui a donné toute sa notoriété au programme, désormais inclus dans un projet plus vaste appelé Brésil sans misère. Fin 2013, il bénéficiait à 14 millions de familles, soit environ 50 millions d'individus pour un montant de 24 milliards de Reais correspondant, *grosso modo*, à 2% des dépenses budgétaires fédérales¹⁶. Il vise à éradiquer l'extrême pauvreté (revenu mensuel familial *per capita* jusqu'à 70 Reais) et la pauvreté (revenu mensuel familial *per capita* de 70 à 140 Reais)¹⁷. Il accorde par individu une bourse mensuelle de 70 à 310 Reais. Ce mécanisme n'est pas exempt de critiques : il a donné lieu à de multiples fraudes, il est vrai en voie de lente diminution, et, surtout, la persistance de son caractère assistancialiste en fait davantage un instrument d'inclusion sociale – via les contreparties exigées en matière de scolarisation et de vaccination des enfants – que d'intégration

15. Brasil, Secretaria de Assuntos Estratégicos (SAE/PR), 2013, *45 Curiosidades sobre a Nova Classe Média*, Brasília, Governo Federal.

16. Lustosa M. C. J. et Fauré Y.-A., *op. cit.*, 2013.

17. Le salaire minimum (SM) a été fixé par le gouvernement à 678 Reais pour l'année 2013 soit 221 Euros.

économique puisque l'accès au marché du travail des bénéficiaires du programme ne constitue un objectif ni recherché en principe, ni atteint de fait. Mais bien que plusieurs études économiques aient établi que cette fameuse Bourse Famille a moins contribué que l'augmentation du salaire réel à l'amélioration de la condition des couches pauvres de la population, elle a largement contribué au mieux être social de bien des familles brésiliennes¹⁸. Dans de nombreux *municípios* brésiliens, les revenus tirés de la *Bolsa Família*, à côté des pensions de retraites et des salaires des employés municipaux – souvent pléthoriques car le clientélisme en influence encore le recrutement – constituent les seules sources d'animation de l'économie locale et la seule Bourse Famille parvient dans maintes situations à représenter des volumes supérieurs aux ressources du Fonds fédéral de participation en faveur des communes.

L'expansion du crédit a aussi participé à la dynamique économique du pays. Longtemps contenu à un niveau très faible comparé à d'autres pays – le niveau d'endettement des ménages était de 18% de leurs revenus en 2005 – il a connu un pic historique en juillet 2013, la Banque Centrale informant que, selon le Système Financier National, le taux d'endettement des ménages avait atteint plus de 45% de leurs revenus¹⁹.

La croissance et des mesures incitatives – par exemple l'adoption d'un impôt unique et de taux très bas appelé *Simples* auquel sont assujettis les petits commerçants, artisans et prestataires de services, sans compter les initiatives prises par le SEBRAE (Service brésilien d'appui aux petites entreprises) en vue de « légaliser » les petits établissements – ont fait baisser le taux d'informalité des activités qui, selon l'Ipeadata est passé de 57,8% en 1995 à 57,4% en 2003 et à 47,5% en 2011. Symétriquement, alors que la population économiquement active a progressé de 36% entre 1995 et 2009 et que la population occupée a crû de 33% dans la même période, les emplois formels enregistrés par le Ministère du Travail et de l'Emploi ont augmenté de 95% entre 1995 (23,750 millions de postes) et 2011 (46,3 millions de postes de travail)²⁰. Enfin le chômage a connu une baisse régulière pour se situer officiellement au plus bas avec un taux de 5,3% en août 2013^{21,22}.

18. Une étude récente de l'IPEA (Institut de Recherche en Economie Appliquée, organisme fédéral) est venue confirmer ces analyses d'universitaires en montrant que 54,9% de la réduction des inégalités est due à l'évolution des revenus du travail contre 20,8% aux pensions et allocations de la Prévoyance sociale et 12,2% au programme *Bolsa Família* (source : Agência Brasil, 1^{er} octobre 2013).

19. Agência Brasil, 27 septembre 2013.

20. MTE (Ministério do Trabalho e do Emprego), 2013, *Relação Anual de Informações Sociais*, Brasília.

21. OCDE, 2013, *Etudes économiques de l'OCDE. Brésil*, Paris, OCDE, octobre.

22. Une nouvelle méthodologie utilisée par l'IBGE en 2014 et plus conforme aux standards internationaux a pour effet de relever d'un point à un point et demi le taux de chômage.

Toutes ces décisions et tous ces dispositifs ont incontestablement participé à la croissance que résume à sa manière la progression du PIB brésilien. Et les données sur l'emploi indiquent une nette tendance favorable dérivée justement de cette croissance. Au-delà de ces indicateurs macro-comptables, ce sont de nombreux individus, de nombreuses familles qui ont vu leurs conditions de vie s'améliorer peu à peu. L'expansion des ventes de biens de consommation durable a témoigné de ces améliorations du quotidien. Comment alors expliquer la révolte des mois de mars-juin 2013 éclatant dans cette série temporelle plutôt positive pour l'économie et la société du Brésil ? La sociologie historique nous enseigne que les revendications et les révoltes apparaissent davantage dans des périodes de prospérité, fut-elle relative, car les acteurs trouvent là matière à devenir plus exigeants. Mais dans le cas particulier qui nous occupe présentement on ne peut se satisfaire de ce cadre tendanciel et général. Pour tenter de répondre à cette question il convient d'abandonner les agrégats comptables pour examiner la manière dont les évolutions économiques ont pu modifier les caractéristiques de la structuration sociale du pays. L'analyse ne peut se limiter à explorer les facteurs qui, tant au plan macroéconomique que macropolitique, peuvent avoir produit des propriétés de situation propices aux protestations et manifestations. Il convient aussi de s'intéresser aux caractéristiques sociales des groupes et catégories qui ont participé aux protestations de rue.

DES PROTESTATAIRES MEMBRES D'UNE CLASSE MOYENNE ÉLARGIE ET RENOUVELÉE

L'indice de Gini de la distribution des revenus, depuis 2001, montre une claire tendance à la réduction des inégalités – malgré cela le Brésil est un pays encore fortement marqué par d'importantes disparités de revenus, de patrimoines, entre individus, entre familles, entre régions. L'indice de Gini portant sur la distribution des seuls revenus du travail est descendu en 2012 à 0,498 alors qu'il était à 0,567 en 1998, signifiant ainsi une baisse réelle et régulière des inégalités²³ – il était de 0,607 en 1990. Cette évolution positive différencie le Brésil des autres membres du groupe des BRICS.

La réduction significative de la pauvreté et de l'extrême pauvreté sur les dix dernières années explique en partie le rétrécissement relatif de ces inégalités de revenus. Il existe de nombreuses formules de calcul de la pauvreté et de l'extrême pauvreté qui dépendent de la ligne de pauvreté retenue, des critères sélectionnés, des modes de traitement et de calculs utilisés. Abordée par sa seule dimension monétaire – d'évidence incomplète mais facilitant des mesures et des comparaisons – il est courant au Brésil que l'état de pauvreté soit assimilé à un revenu familial moyen mensuel *per*

23. IBGE, 2013, *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílio – PNAD 1995 à 2011*, www.ibge.gov.br/home.

capita (renda domiciliar média mensal per capita) égal ou inférieur à la moitié du salaire minimum et que l'état d'extrême pauvreté corresponde à un revenu familial mensuel *per capita* inférieur au quart du salaire minimum. Et, de fait, au Brésil, les données et résultats sont assez diversifiés en fonction des sources auxquelles il est fait appel.

Selon l'Ipeadata, la population extrêmement pauvre – considérée sur la base des individus ayant un revenu mensuel égal ou inférieur à 70 Reais en valeur monétaire de 2010 – s'élevait à 27,3 millions en 1991, 21,2 millions en 2000 et à 12,6 millions en 2010 – années de recensement général – représentant successivement 18,6%, 12,6% et 6,6% de la population totale. La même source indique, s'agissant de la population pauvre – appréhendée sur la base des individus ayant un revenu mensuel supérieur à 70 Reais et égal ou inférieur à 140 Reais – les chiffres de 56 millions en 1991, 47,4 millions en 2000 et 29 millions en 2010, soit pour ces trois années respectivement 38,1%, 27,9% et 15,2% de la population totale. En se référant à la valeur monétaire d'un panier de produits alimentaires apportant un minimum des calories nécessaires à l'entretien d'une personne selon les recommandations de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), le même IPEA a établi que les individus vivant dans la misère étaient 15,2% de la population brésilienne totale en 1995, 15,2% également en 2003 et 7,3% en 2009. Quant aux personnes pauvres elles représentaient 35,1% en 1995, 35,8% en 2003 et 21,4% en 2009²⁴.

Retenant d'autres définitions et reposant sur d'autres critères, des études avancent des données un peu différentes²⁵ mais elles convergent s'agissant des grandes tendances et en autorisent le résumé suivant. Sur la longue durée, la pauvreté et la misère ont été réduites au Brésil et le rythme de cette baisse s'est clairement accéléré à partir de 2002/2003, coïncidant avec le début de la présidence de Lula da Silva. Des millions de personnes sont sorties de ces déplorables conditions de grande ou d'extrême précarité. Sur les trois fronts de l'emploi, en plus grand nombre et plus souvent formalisé, du revenu en hausse et de la consommation en expansion, les avancées sont notables depuis une dizaine d'années.

L'ensemble de ces évolutions a sensiblement modifié la distribution de la population dans les cinq grandes classes que retiennent les taxinomies officielles brésiliennes fondées sur la variable du revenu et qui sont sensées configurer la stratification socio-économique du pays. Si cette classification pêche pour ne reposer que sur la seule dimension monétaire et laisse inférer abusivement de celle-ci les conditions de vie réelles des différentes couches de population, elle peut servir de première illustration des chan-

24. Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, *Ipeadata*, 2013, www.ipeadata.gov.br

25. Par exemple, Rocha S., 2013, "Pobreza no Brasil. A evolução de longo prazo (1970-2011)", *XXV^e Forum Nacional*, Rio de Janeiro, 13-16 maio de 2013, Instituto Nacional dos Altos Estudos.

gements observés depuis une dizaine d'années dans la structure socio-économique du pays.

Une étude du Centre des Politiques Sociales de la Fondation Getúlio Vargas (CPS-FGV) analysant, à partir des micro-données de l'Enquête nationale annuelle sur échantillon de domiciles (PNAD), les migrations entre les cinq strates, donne à voir que les classes défavorisées D et E représentaient 62,1% de la population en 1992 quand, dans la même année, la classe centrale C en représentait 32,5% et les classes riches A et B 5,3%. En 2011 les classes D et E ne représentaient plus que 33,2%, la classe C atteignait 55,1% et les classes A et B 11,8%²⁶.

Le fondateur de ce CPS-FGV devenu président de l'IPEA, enthousiasmé par les résultats des politiques de réduction de la pauvreté des dernières années et passionné par les effets de ceux-ci sur la stratification sociale, a publié de nombreux documents sur la « nouvelle classe moyenne » brésilienne au point d'en devenir en quelque sorte le chantre²⁷. Les autorités fédérales, percevant tous les avantages symboliques qu'elles pouvaient tirer de cette thématique positive, ont, dans la foulée, nommé cet économiste ministre-chef du Secrétariat des Affaires Stratégiques (Secretaria dos Assuntos Estratégicos – SAE) placé directement sous la tutelle de la présidence de la République. On sait l'importance de l'émergence et de la consolidation des classes moyennes dans le processus de développement. Quand elles sont en essor dans un pays, elles consacrent les effets positifs de politiques sociales et économiques, concourent, par leurs dépenses, à l'expansion du marché domestique et, par là, contribuent à la croissance du PIB, et, par la nature de leur consommation, elles tendent à accroître la demande pour des biens qui ne se limitent plus à des produits de première nécessité. Sur le plan social, leur développement brise le dualisme et l'antagonisme entre une vaste masse de population pauvre et une élite restreinte accaparant richesse et pouvoir et révèle le potentiel de mobilité ascendante entre les strates de la société. Leur déploiement participe aussi au processus de cohésion interne susceptible de générer de la stabilité politique et leurs exigences nouvelles peuvent déboucher sur un affermissement d'un régime démocratique²⁸. La raison pour laquelle les autorités brésiliennes se sont résolument emparées du thème tient à ce qu'elles voient en lui un moyen simple et efficace, à usage interne, de montrer la légitimité et l'efficacité des orientations impulsées depuis une dizaine d'années et, au plan extérieur, de prouver l'appartenance pleine et entière du Brésil au club des pays émergents et de pouvoir ainsi revendiquer, avec eux, l'établissement d'un nouvel ordre dans les relations internationales. La sensibilité de ces enjeux explique que le gouvernement fédéral ait fait

26. (http://www.cps.fgv.br/cps/pesquisas/Políticas_sociais/2012).

27. Cf. une synthèse de ses études dans Neri M., 2012, *A nova classe média. O lado brilhante da base da pirâmide*, São Paulo, Editora Saraiva.

28. Ce sont là des effets tendanciels et l'exemple récent de l'Argentine, où pendant longtemps la classe moyenne a été nettement plus ample et mieux scolarisée qu'au Brésil, montre que ces liens ne sont pas mécaniques.

feu de tout bois de ce thème, ait multiplié les discours, au Brésil et dans les arènes internationales pour vanter cette réussite brésilienne comme a pu le faire la présidente Dilma Rousseff au Forum économique mondial de Davos en janvier 2014.

Aiguisé et orienté par les travaux de M. Neri, le SAE a créé une Commission pour la définition de la classe moyenne au Brésil qui a produit une étude conceptuelle et surtout méthodologique substantielle²⁹ résumée et diffusée à destination d'un large public³⁰. On sait que l'approche et la mesure des classes moyennes sont loin de faire consensus, non seulement entre disciplines académiques – on connaît les grandes différences de définition et de caractérisation entre la sociologie et l'économie pour s'en tenir à cette simple opposition – mais au sein même du corpus économique où différents critères, valeurs et techniques statistiques sont utilisés. Si toutes ces approches convergent sur la reconnaissance d'une claire montée en puissance de la classe moyenne brésilienne lors des dix ou quinze dernières années, le poids qu'elles occupent dans la stratification et, au plan technique, les déciles, quintiles ou quartiles de population qu'elles recouvrent statistiquement dans cet espace socio-économique sont un peu différents³¹. Pour être parés de leur qualité officielle, en raison de l'investissement politique dont ils font l'objet et de leur large diffusion, on s'en tiendra ici aux résultats obtenus par le SAE, non sans les relativiser par la suite.

L'étude en question du SAE fait appel, pour définir et mesurer la classe moyenne, à de nombreux critères et à de moins nombreuses techniques de calcul en vigueur au Brésil et dans plusieurs organisations internationales. En procédant ici à une synthèse des divers modes opératoires utilisés, les résultats auxquels parviennent les experts de la Commission indiquent que le poids de la classe moyenne brésilienne se situait dans une fourchette de 48 à 50% de la population en 2009 contre une fourchette de 40 à 42% en 2001. A partir d'une projection, le même document établit qu'en 2012 la classe moyenne devait comprendre 54% de la population. Rappelons ici que des travaux antérieurs du CPS-FGV estimaient cette même classe moyenne à hauteur de 32,5% en 1992. Vu la large amplitude des revenus pris en considération, les experts du SAE subdivisent la classe moyenne en trois sous-ensembles : classe moyenne basse, classe moyenne moyenne et classe moyenne haute.

En dépit du juste rappel de la diversité des définitions possibles de la classe moyenne et du recours à des instruments sophistiqués (techniques de polarisation, intégration du degré de vulnérabilité suggéré par la Banque

29. Brasil, Secretaria de Assuntos Estratégicos (SAE/PR), 2012, *Comissão para a Definição da Classe Média no Brasil*, Brasília, Governo Federal.

30. Brasil, Secretaria de Assuntos Estratégicos (SAE/PR), 2013, *45 Curiosidades sobre a Nova Classe Média*, Brasília, Governo Federal.

31. La plupart des études quantitatives effectuées sur la classe moyenne prennent pour sources les enquêtes PNAD, PME et POF de l'IBGE et utilisent les micro données de celles-ci.

mondiale, etc.), ce type de traitement clairement statistique a été l'objet, comme ailleurs dans le monde, de critiques fondées sur des arguments raisonnés – critiques internes à la démarche statistique utilisée mais aussi critiques externes faisant valoir la nécessité de prendre en compte les types de consommation, d'habitat, voire les aspects culturels, etc.³² De façon générale les approches unidimensionnelles, comme celle qui se fonde sur le revenu monétaire, ne permettent d'aborder qu'une facette d'une réalité socio-économique plus complexe et d'une stratification plus labile que celle résumée par les données quantitatives évoquées ci-dessus. Des auteurs remettent en cause la notion même de « classe » s'agissant d'une telle catégorie sociale intermédiaire, fort peu homogène. Il est aussi loisible de relever que le recours par la Commission d'experts à la médiane de la distribution du revenu a pour conséquence d'identifier la limite inférieure à un niveau très bas, en quelque sorte juste au-dessus de la pauvreté (291 Reais comme revenu familial *per capita* pour 2012 quand le SM pour cette année-là s'élevait à 622 Reais, la limite supérieure étant définie à 1.019 Reais). L'effet mécanique est sans doute d'amplifier la taille de ladite classe moyenne³³.

Malgré les limites et insuffisances repérées dans le recours à cette notion de classe moyenne, il n'en reste pas moins que la croissance économique, l'augmentation du nombre d'emplois formels, l'élévation du revenu en termes réels ont sans aucun doute eu pour effet d'élargir la taille de cette même classe et d'en renouveler nettement les composantes puisque la migration sociale ascendante a permis d'y intégrer des catégories de personnes, jeunes et dont les parents en étaient exclus du fait de leur faible niveau de capital monétaire, scolaire et culturel³⁴. Certains d'entre eux, actifs dans les défilés, et situés à la marge basse de cette classe, peuvent s'assimiler à ce que le politologue André Singer appelle le « nouveau prolétariat

32. Une des analyses critiques à la fois interne et externe les plus argumentées est publiée par Sobrinho G. de F. X., 2011, "Classe C e sua alardeada ascensão: nova? Classe? Média?", in *Indicadores Econômicos FEE*, Porto Alegre, Fundação de Economia e Estatística, vol. 38, n°4. Le même auteur, relevant avec pertinence que c'est l'augmentation sensible du nombre d'emplois formels qui est à l'origine de la mobilité des classes populaires vers les catégories intermédiaires, propose de nommer « nouvelle classe de travailleurs » ces couches de population bénéficiaires de la croissance économique. Dans la même perspective critique, on peut aussi renvoyer à l'étude de Scalón C. e Salata A., 2012, "Uma nova classe média no Brasil da última década? O debate a partir da perspectiva sociológica", *Revista Sociedade e Estado*, vol. 27, n°2, maio-agosto.

33. Comme semble le suggérer l'enquête nationale sur échantillon de domiciles (PNAD) de 2012 qui informe, dans son tableau n°7 relatif aux revenus *per capita* de la population active, que 27,7% des personnes percevaient cette année jusqu'à 1 SM, 25,7%, plus de 1 à 2 SM, 8,7%, plus de 2 à 3 SM, etc. Et 22% du total comprenait des personnes sans revenus ou ne percevant que des allocations.

34. L'émergence d'une « nouvelle classe moyenne » et l'expansion d'un appétit consumériste générée par la croissance économique et par les politiques redistributives sont mises en évidence par Cary P., 2010, « Réflexions sur la « société de consommation » brésilienne », *Problèmes d'Amérique latine*, Paris, n°78, pp. 75-90.

urbain » – qui n'est pas sans rappeler la « nouvelle classe travailleuse » de Sobrinho³⁵ – constitué de jeunes qui ne sont pas des héritiers d'une ancienne classe moyenne et qui ont, grâce à la croissance des années 2000, trouvé un emploi et obtenu des revenus mais qui vivent dans des conditions encore précaires³⁶. La diversité des composantes de cette classe moyenne et l'hétérogénéité de leurs caractéristiques – sous les espèces de l'âge, du niveau de scolarisation et de revenus, d'acquisition de biens durables, d'accès aux nouvelles technologies, etc. – doit être soulignée.

NOUVEAUX ENTRANTS, NOUVEAUX PLAIGNANTS : LES FRUSTRATIONS DE LA « NOUVELLE CLASSE MOYENNE »

Le profil social des participants aux défilés de protestation peut être assez grossièrement esquissé à partir des observations faites au fur et à mesure du déroulé des événements. Le premier noyau, à la fois en termes chronologique et numérique, constituant les manifestations de rue et préférant les premières revendications, a été formé par des étudiants. A ceux-ci se sont rapidement joints des groupes de plus en plus nombreux de jeunes et d'adultes urbains mobilisés notamment par les réseaux sociaux. Les images de ces mouvements produites en direct des défilés par les médias audiovisuels mais aussi les photographies tirées par la presse écrite (journaux, magazines et revues) ont montré des cortèges où se mêlaient étudiants, enseignants, fonctionnaires, cadres moyens et supérieurs du secteur privé. Pour résumer : une foule de personnes relevant majoritairement de catégories socio-professionnelles intermédiaires ont pris une grande part à ces défilés protestataires.

Une enquête approfondie de l'Ibope en juin 2013 précise ces premières impressions³⁷. Confortant l'importance prise par les réseaux sociaux dans les modalités d'information et de mobilisation des protestataires, elle confirme la relative jeunesse des manifestants : 43% ont jusqu'à 24 ans, 20% sont âgés de 25 à 29 ans, 18% de 30 à 39 ans et 19% ont 40 ans ou plus. Parmi eux, 8% ont commencé un enseignement secondaire sans l'avoir achevé, 49% ont commencé des études supérieures et 43% ont achevé des études universitaires. Les personnes ayant un emploi – quelle qu'en soit la qualité – représentent 76% des manifestants. Quant aux revenus de leur famille (*renda familiar*) ils s'échelonnent ainsi : 15% disposent d'un revenu jusqu'à 2 salaires minimum, 30% au-dessus de 2 et jusqu'à

35. Sobrinho G., *op. cit.*, 2011.

36. Singer A., 2013 "A energia social não voltará atrás", *Época*, 24 de junho de 2013, pp. 88 et suivantes.

37. L'enquête, intégralement publiée dans le journal *O Globo*, réalisée en juin 2013 dans les capitales de sept États fédérés et à Brasília a interrogé 2002 manifestants de plus de 14 ans. Les transports publics (54%), le système politique (65%), la santé (37%) et l'éducation (30%), les coûts de la coupe du monde de football (31%), la sécurité, la justice et la police (14%) sont les thèmes les plus souvent cités par les personnes interrogées.

5 salaires minimum, 26% disposent d'un revenu allant de plus de 5 à 10 salaires minimum, 23% ont un revenu au-dessus de 10 salaires minimum et 6% n'ont pas répondu. Même si l'on peut toujours relativiser ou interroger les conditions pratiques et méthodologiques de réalisation des enquêtes d'opinion, l'Ibope produisant des travaux généralement sérieux, ces données confirment que la grande majorité des manifestants relève de catégories constitutives de ce qu'on peut appeler, de façon générique, la classe moyenne brésilienne à condition de ne pas essentialiser la notion en la confondant avec la réalité et de lui conserver sa caractéristique purement nominaliste en tant qu'instrument commode pour approcher et désigner cette réalité.

Comment expliquer la révolte, c'est-à-dire à la fois la participation des couches de population qui se sont mobilisées et les revendications qu'elles ont exprimées dans les rues des grandes villes au point de paraître un moment paralyser les autorités du pays ? On peut tenter de répondre à cette double interrogation en proposant deux pistes explicatives, la première qui éclaire les conditions structurelles dans lesquelles ont surgi les manifestations, la seconde qui met en évidence le processus même de revendication, le mode d'action des manifestants.

En premier lieu, le mouvement de révolte et de protestation peut être analysé comme le résultat d'une des contradictions qui travaillent la société brésilienne. Sur ce point, les observations formulées par Marcelo Ridenti, professeur de sociologie à l'Universidade estadual de Campinas (UNICAMP – État de São Paulo) paraissent tout à fait recevables³⁸. Prenant en considération la relative jeunesse des manifestants et leur appartenance aux catégories sociales moyennes (*camadas médias*), il met en évidence les décalages entre leur formation scolaire et les conditions professionnelles que leur réserve le contexte économique. Les données statistiques attestent d'une nette élévation des niveaux de scolarisation et, parallèlement, d'une forte diminution du taux d'analphabétisme dans le pays. Si ce double mouvement est perceptible depuis longtemps, il s'est incontestablement accéléré dans la dernière période. Dans les dix dernières années, on a enregistré un doublement des entrées dans l'enseignement supérieur – qui accueille actuellement, toutes années et disciplines confondues, environ 7 millions d'étudiants³⁹. Mais seuls 15% des jeunes ayant un cursus secondaire complet intègrent les universités. Un grand nombre d'entre eux sont issus de familles dont c'est le premier accès à l'université, ce sont des primo-entrants. La hausse générale, bien que toujours inégalement répartie, du niveau d'éducation a logiquement suscité chez les bénéficiaires de ce mouvement d'ensemble des degrés d'attente, d'aspiration et d'exigence qui se heurtent à des difficultés, obstacles et blocages tant dans la vie professionnelle (conditions

38. Ridenti M., 2013, "Que Juventude é essa?", *Folha de São Paulo*, 23 juin.

39. Le strict *numerus clausus* en vigueur à l'entrée des filières des universités publiques a pour conséquence de refouler une grande partie des étudiants vers les facultés privées dont les évaluations officielles montrent qu'elles sont de moindre qualité.

de travail, qualité des postes, rémunérations, etc.) que dans la vie sociale (dégradation des conditions de vie urbaine) et dans la vie politique (appropriation privée des ressources publiques, corruption, népotisme, etc.).

Quant au processus de revendication lui-même, il semble qu'à ce stade un simple schéma inspiré de l'économiste A. O. Hirschman analysant et opposant les conditions de prise de parole (*voice*) et de défection (*exit*) puisse être d'un pertinent recours⁴⁰. Tenons-nous en aux secteurs publics de l'éducation et de la santé – dans un état déplorable⁴¹. Leur carence ne date pas d'hier. Mais ceux qui en avaient, et en ont toujours les moyens – classe aisée, frange supérieure de la classe moyenne – pouvaient et peuvent échapper aux défaillances de ces services en adhérant à des plans de santé privé qui leur ouvrent les portes de médecins généralistes, de spécialistes et de cliniques du secteur marchand conventionnés avec les compagnies d'assurance. Il est de même dans le domaine de l'éducation : les mêmes catégories sociales évitent les graves déficiences de l'enseignement public en envoyant leurs enfants dans des écoles et collèges privés. Le moindre des paradoxes n'est pas que ceux-ci, bien mieux formés que les enfants des couches populaires, intègrent massivement les meilleures universités brésiliennes, c'est-à-dire les universités fédérales qui sont des universités publiques, ne laissant ainsi que des places en nombre réduit à ceux passés par les écoles et collèges publics – ce qui a conduit les autorités à mettre en place une politique de quotas, difficilement acceptée par les universités – ou les obligeant à fréquenter des facultés privées.

Ainsi ceux qui disposaient et continuent de disposer des leviers et ressources – capital monétaire, capital scolaire et portefeuille relationnel – susceptibles de peser en interne, au sein des structures concernées, en vue d'améliorer les services publics, se sont détournés de cette tâche ; ils ont fait littéralement défection au sens d'Hirschman. Et si l'on ajoute que ces dépenses privées d'éducation et de santé sont déductibles des revenus déclarés au fisc, on a là un mécanisme, savamment entretenu, qui maintient les privilèges de certains, qui peuvent fuir vers des solutions privées/marchandes, et oblige les individus et familles moins bien dotés à devoir subir seuls et pleinement les défaillances des services et équipements publics. On pourrait aussi appliquer ce schéma à la question des transports publics aux affres desquels échappent les nantis qui disposent de véhicules particuliers.

40. Hirschman A. O., 1995, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.

41. Certes des améliorations sont intervenues dans la dernière période mais pas au point de contredire la présidente Dilma Rousseff qui a dû reconnaître, par exemple, que la situation dans le secteur de la santé n'est même pas « minimalement raisonnable » (*minimamente razoável*) - (Entretien de la présidente avec le Journal télévisé de TV Globo, rapporté par www.terra.com.br du 18 août 2014).

La fiscalité, outil de reproduction des inégalités

Lorsque des spécialistes de finances publiques brésiliennes qualifient la fiscalité du pays de « complexe, archaïque, coûteuse, anticompetitive et inéquitable », ils ne font que confirmer maintes études spécifiques et, au-delà, le sentiment général⁴². L'iniquité ne se limite pas à une absence de progressivité des impôts, mais à leur franche dégressivité. Les auteurs rappellent des travaux récents réalisés au sein de l'Université de São Paulo montrant clairement que 49% du revenu des familles appartenant au premier décile de revenus, soit jusqu'à deux SM, sont prélevés par le fisc contre à peine 26% du revenu des familles relevant du dernier décile percevant plus de 30 SM. Ils renvoient pareillement à une étude conduite par l'IPEA révélant que la charge fiscale totale (impôts, taxes et contributions) pèse à hauteur de 53,9% des revenus du premier décile et à hauteur de 29% s'agissant de l'ultime décile. L'augmentation régulière, depuis une vingtaine d'années, de la part des contributions dans le total des recettes fiscales ajoute à la dégressivité puisque les impôts indirects en question, indifférents aux revenus des familles, représentent une charge plus lourde pour celles relevant des catégories modestes de la population. La faiblesse de l'imposition sur le patrimoine – en 2011, elle représentait 1,23% du PIB – et l'évolution de ses composantes renforcent encore les nettes inégalités fiscales⁴³ des Brésiliens. Un document de la Receita Federal do Brasil de 2012 indique par ailleurs que les cinq millions de propriétaires d'entreprises ont permis une collecte sur les revenus de 6,2 milliards de Reais tandis que les 5,7 millions d'employés d'entreprises privées ont assuré une recette fiscale de 22 milliards de Reais. La concentration des revenus et, plus largement, de la richesse est un marqueur essentiel et traditionnel du Brésil qui se reflète notamment dans les indices de Gini. Si ceux-ci se sont un peu améliorés ces dernières années, le système fiscal continue d'entretenir cette concentration comme le prouve l'étude divulguée en 2014 par le Cabinet d'audit et d'expertise comptable PricewaterhouseCoopers qui établit que dans les 19 pays examinés (pays développés et émergents), les ménages aisés conservent encore au Brésil 73,3% de leurs revenus, soit de 15 à 20 points de plus que les ménages semblablement aisés dans les pays anciennement industrialisés⁴⁴.

Il n'est pas nécessaire de multiplier les exemples. On voit aisément en quoi les inégalités fiscales – qui forment un véritable régime – contribuent amplement au système de reproduction des positions socio-économiques au Brésil. La pression fiscale est très élevée comparativement aux autres

42. Afonso J. R. R., Castro K. P., 2012, "Tributação: insuficiente reformar, necessário novo sistema", in *Controle*, volume X, n°2, Fortaleza, Tribunal de Contas do Estado, julho-dezembro, pp. 11-31.

43. Les bases principales de l'imposition sur le patrimoine sont constituées de l'impôt sur les immeubles urbains (IPTU) et de l'impôt sur les véhicules (IPVA). Il a été calculé que dans 93% des municipalités – l'IPTU alimentant directement les budgets communaux – les recettes de l'IPVA sont supérieures à celles de l'IPTU (Afonso, Castro, 2012, p. 14).

44. PWC, 2014, *Which country has the highest tax rate ?* www.BBCBrasil.com, 14 mars 2014.

pays latino-américains (un peu au-dessus de 35% du PIB). Et le sentiment très répandu au sein de la classe moyenne est de devoir payer pour les autres catégories sociales : au bénéfice des pauvres dans le cadre des transferts sociaux et en substitution des riches qui, non seulement sont formellement sous-fiscalisés, mais qui ne se privent pas en outre d’user de divers moyens plus ou moins légaux pour réduire encore leur exposition à l’impôt (évasion fiscale, sous-déclarations – *sonexação*, etc.).

On a vu que de nouveaux entrants ont intégré la classe moyenne sous l’effet de la progression de leurs niveaux de vie et il est attesté que nombre d’entre eux ont pris une part importante aux protestations de rue. On émet ici une hypothèse pour tenter de comprendre leur comportement. Que leurs conditions se soient améliorées ne fait guère de doute, argument étayé notamment par l’expansion des ventes de biens de consommation durable dans le pays. Mais les changements positifs qu’ils ont perçus dans leur sphère privée, individuelle et/ou familiale, dans la bonification relative du confort domestique, ne se sont pas prolongés dans des améliorations symétriques dans l’espace public, au sein des services collectifs et dans le fonctionnement des infrastructures publiques. Autrement dit, ces personnes et ces groupes ont disposé d’assez de ressources pour appartenir désormais à cette classe moyenne – quelles qu’en soient les subdivisions – et pour entretenir des aspirations nouvelles mais sans détenir suffisamment de moyens de négociation et d’influence pour parvenir à réorienter le cours de ces services publics et faire en sorte que des investissements massifs viennent en relever la qualité et en augmenter le nombre. On peut comprendre une telle frustration de gens qui cumulent à la fois l’impossibilité de faire défaut et l’empêchement à agir à l’intérieur du cadre public pour peser sur l’amélioration des équipements et des services collectifs.

CONCLUSION

Au mois d’avril 2014, les autorités municipales de plusieurs villes touchées par les grandes manifestations de mars-juin 2013 ont tenté de nouveau d’imposer une augmentation des tarifs des transports publics – notamment à Porto Alegre où a pris naissance le mouvement de révolte. Au-delà de ces contestations tarifaires locales l’avenir des revendications pourrait être influencé par l’évolution de la conjoncture économique du pays. Le Brésil est de nouveau soumis à de fortes pressions inflationnistes qui oblige les autorités à relever le taux directeur de la Banque centrale (taux dit *selic* : 11% en avril 2014) qui renchérit le coût du crédit, pénalise l’investissement et aura donc un effet sur la production et sur l’emploi. La croissance économique après être redevenue très modeste ces dernières années est désormais absente, le pays étant entré en récession au premier semestre 2014 et les prévisions pour la fin 2014 et 2015 ne sont guère favorables. Le secteur manufacturier perd de son importance dans le PIB et sa productivité est en baisse au point que certains analystes évoquent un processus de désindustrialisation précoce. La balance des transactions courantes est négative et la fin des facilités monétaires accordées par la Ré-

serve fédérale qui avaient été mises en œuvre pour relancer l'économie américaine accentuera probablement la fuite des capitaux étrangers déjà clairement amorcée au détriment du Brésil. Le ralentissement de la croissance en Chine, premier partenaire commercial, affectera les ventes brésiliennes de produits primaires. Le contexte à venir est donc loin d'être serein et peu susceptible de permettre d'apporter des satisfactions aux revendications – au moins sans réformes profondes. Mais on se gardera bien de lier trop mécaniquement l'état économique futur du pays et le devenir de la fronde sociale.